

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

**DIRECTION DE L'INTERMINISTERIALITE
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**
Bureau des procédures environnementales et foncières

REÇU le
15 OCT. 2018
D.R.E.A.L G.S. Angers

Installations classées pour la protection de l'environnement

**Le Préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

**ARRÊTÉ N ° 245 du 4 octobre 2018 portant mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Société AMF Qualité Sécurité Environnement à DURTAL
Entrepôt couvert**

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et en particulier :

- **l'article 20**, relatif à l'installation des dispositifs de protection et à la mise en place des mesures de prévention répondant aux exigences de l'étude technique foudre.
- **l'article 21 alinéa 1** relatif à la vérification complète initiale par un organisme compétent, distinct de l'installateur.

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et en particulier le point 21, annexe II, relatif aux consignes ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation D3- 2007 n°484 du 21 août 2007 délivré à la société SCI LOGISTIPARC 1, complété par l'arrêté préfectoral D3-2009 n°590 du 22 octobre 2009, pour l'exploitation d'une plate-forme logistique, située en zone industrielle Actiparc des Portes de l'Anjou à DURTAL ;

VU le récépissé de déclaration de transfert d'exploitation au profit de la société GINGER

CEBTP en date du 21 janvier 2014 ;

VU le récépissé de déclaration de transfert d'exploitation au profit de la société AMF Qualité Sécurité Environnement en date du 24 août 2018 ;

VU les articles suivants des arrêtés précités :

- **article 6.3 de l'arrêté préfectoral du 21 août 2007** relatif à la surveillance du niveau acoustique,
- **article 7.2.2 de l'arrêté préfectoral du 21 août 2007** relatif au zonage des dangers internes à l'établissement,
- **article 7.6.2 de l'arrêté préfectoral 21 août 2007** relatif à l'entretien des moyens d'intervention,
- **article 7.6.5 alinéa 3 de l'arrêté préfectoral du 21 août 2007** relatif à la formation du personnel et aux exercices,
- **article 7.6.6 de l'arrêté préfectoral 21 août 2007** relatif aux consignes de sécurité,
- **article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2009** relatif au bassin de confinement,
- **article 2.4 avant dernier alinéa de l'arrêté préfectoral 22 octobre 2009** relatif aux moyens de lutte contre l'incendie,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 5 juillet 2018, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courriels en dates des 13 et 17 juillet 2018 ;

Considérant que lors de la visite en date du 12 avril 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la réalisation effective d'une surveillance des niveaux sonores de l'établissement conformément aux dispositions **de l'article 6.3 de l'arrêté préfectoral du 21 août 2007**.
- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect des dispositions **de l'article 7.2.2 de l'arrêté préfectoral du 21 août 2007**. En particulier, il a été constaté que les zones ATEX ne sont pas identifiées et repérées sur un plan.
- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect des dispositions **de l'article 7.6.2 de l'arrêté préfectoral du 21 août 2007**. Il a été noté d'importantes lacunes dans le suivi et l'entretien des moyens d'intervention et en particulier :
 - aucune justification de la prise en compte de l'ensemble des observations

- émises par les organismes de contrôle extérieurs,
 - non-respect de la périodicité de contrôle réglementaire des installations (portes coupe-feu, désenfumage, système de sécurité incendie et alarme),
 - contrôle incomplet des installations (portes coupe-feu, désenfumage),
 - absence de justification du contrôle annuel des extincteurs,
 - registre de sécurité incomplet.
- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect des dispositions **de l'article 7.6.5, alinéa 3, de l'arrêté préfectoral du 21 août 2007** et, en particulier, de la formation du personnel dans le domaine de la sécurité (entraînement à l'intervention, utilisation des équipements de lutte contre l'incendie, évacuation en cas d'incendie, etc.) et de la réalisation d'exercices.
 - Il a été constaté l'absence de consignes générales de sécurité. Les dispositions de **l'article 7.6.6 de l'arrêté préfectoral du 21 août 2007 et du point 21 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017** ne sont pas respectées.
 - l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect des dispositions **de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2009** et, en particulier, de la mise en place d'un dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie conforme et en bon état de marche.
 - l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect **de l'article 2.4 avant dernier alinéa de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2009** et en particulier :
 - de la disponibilité effective des débits d'eau requis pour la défense contre l'incendie (poteaux incendie),
 - de la mise en place d'une installation d'extinction automatique adaptée aux risques à défendre :
 - absence de justification de la levée de l'ensemble des réserves émises par le CNPP lors de sa visite de conformité du 22 septembre 2009 portant notamment sur l'adéquation entre la protection et le stockage.
 - le rapport de contrôle de l'installation sprinklage du 16 octobre 2017 fait état de la présence de stockage de palettes de film plastique alvéolaire incompatible avec une protection de type ESFR.
 - l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect **de l'article 20 et 21, alinéa 1, de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié** et, en particulier, de la réalisation effective des travaux suite à l'étude technique foudre du 16 juillet 2010 et d'une vérification initiale par un organisme compétent.

Considérant que les constats susvisés constituent un manquement aux dispositions :

- des articles 20 et 21, alinéa 1, de l'arrêté ministériel 4 octobre 2010 modifié,

- des articles 6.3, 7.2.2, 7.6.2, 7.6.5 alinéa 3, 7.6.6, de l'arrêté préfectoral du 21 août 2007,
- des articles 2.3 et 2.4, avant dernier alinéa, de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2009,
- et du point 21 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AMF Qualité Sécurité Environnement de respecter les prescriptions suivantes :

- des articles 20 et 21, alinéa 1, de l'arrêté ministériel 4 octobre 2010 modifié,
- des articles 6.3, 7.2.2, 7.6.2, 7.6.5 alinéa 3, 7.6.6, de l'arrêté préfectoral du 21 août 2007,
- des articles 2.3 et 2.4, avant dernier alinéa, de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2009, et du point 21 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017;

afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que, suite à la visite d'inspection, l'exploitant a fourni les éléments suivants :

- un plan identifiant les différentes zones à risques de l'établissement,
- les dossiers des ouvrages exécutés attestant de la mise en place d'une protection contre le risque foudre par les établissements RENARD.

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de Maine et Loire,

ARRETE

Article 1 – La société AMF Qualité Sécurité Environnement, exploitant la plate-forme de stockage, située en zone industrielle Actiparc des Portes de l'Anjou à DURTAL, est mise en demeure de respecter **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 août 2007 :

- **article 6.3** de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 août 2007 :
 - en réalisant une campagne de mesures de bruit. Cette campagne de mesures de bruit est effectuée par un organisme qualifié dans les conditions définies par l'arrêté préfectoral du 21 août 2007,
 - en transmettant les résultats de la campagne de mesures de bruit et un calendrier de réalisation des travaux de mise en conformité, dans le cas où les résultats sont non conformes.
- **article 7.2.2.** de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 août 2007 :

- en matérialisant les zones à risques par des moyens appropriés (marquage au sol, panneaux, etc.).
 - en indiquant la nature exacte du risque et les consignes à observer, à l'entrée de ces zones et à l'intérieur de celles-ci.
- **article 7.6.2** de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 août 2007 en adressant l'ensemble des éléments justificatifs attestant de la remise en conformité et du bon état des moyens d'intervention.
 - **article 7.6.5 alinéa 3** de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 août 2007 en procédant à la formation du personnel dans le domaine de la sécurité et à la réalisation d'exercices (évacuation et incendie).

Article 2 - La société AMF Qualité Sécurité Environnement, exploitant la plate-forme de stockage, située dans la zone industrielle Actiparc des Portes de l'Anjou à DURTAL, est mise en demeure de respecter **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2009 :

- **articles 2.3** de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2009 en justifiant de la réalité du dispositif mis en place pour maîtriser les rejets en cas de sinistre,
- **et 2.4, avant dernier alinéa**, de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2009 en apportant la justification :
 - de la disponibilité effective des débits d'eau requis pour la défense externe contre l'incendie (poteaux incendie),
 - d'une installation d'extinction automatique adaptée aux risques à combattre et compatible avec les produits stockés.

Article 3 - La société AMF Qualité Sécurité Environnement, exploitant la plate-forme de stockage, située dans la zone industrielle Actiparc des Portes de l'Anjou à DURTAL, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.6.6 de l'arrêté préfectoral du 21 août 2007 et du point 21 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté** :

- en établissant les consignes telles que définies à ces articles,
- en les affichant dans les lieux fréquentés par le personnel.

Article 4 - La société AMF Qualité Sécurité Environnement, exploitant la plate-forme de stockage de stockage, située dans la zone industrielle Actiparc des Portes de l'Anjou à DURTAL, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 21, alinéa 1 et alinéa 3, de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté** :

- en procédant à la réalisation d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur,
- en apportant les justificatifs attestant de la conformité aux normes en vigueur des

dispositifs de protection contre les effets de la foudre.

Article 5 -L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, **dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté**, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées aux articles 1 à 4.

Article 6 - Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 5 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 7 - En application de l'article L221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

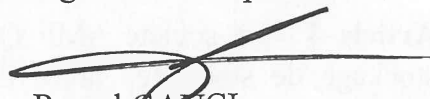
Article 8 - le présent arrêté sera notifié à la société AMF Qualité Sécurité Environnement et publié sur le site Internet de la préfecture. Une copie du présent arrêté sera affichée à la porte de la mairie de DURTAL pendant une durée d'un mois et ensuite conservée dans les archives de la mairie. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par le maire de DURTAL et envoyé en préfecture de Maine-et-Loire – Bureau des procédures environnementales et foncières.

Le présent arrêté peut être consulté en préfecture de Maine-et-Loire et en mairie de DURTAL.

Article 9 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire de DURTAL, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le commandant du Groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Angers, le 4 octobre 2018

Pour le préfet et par délégation,
le Secrétaire général de la préfecture,



Pascal GAUCI